

De la Formation Spécialisée du 22/03/2024 à l'audience du 28/03 sur la campagne IR et le « SIP de demain » : vous rendre compte, vous informer...

Nous vous transmettons quelques éléments suite aux diverses réunions de ces derniers jours avec l'administration locale : Formation Spécialisée et audience sur la campagne IR 2024 et le « SIP de demain ».



L'Impact des annonces budgétaires du gouvernement :

visiblement les restrictions déjà constatées (DGF : Dotation Globale de Fonctionnement réduite, réserves, politique immobilière) vont s'aggraver avec des travaux reportés ou à « moindre coût ». Nous avons abordé en séance l'exemple de l'impact pour la Division Comptabilité (avec les travaux revus à la baisse qui affectent l'organisation) mais cette problématique sera inquiétante pour plusieurs dossiers engagés. Nous maintiendrons toujours et encore nos interpellations dans les instances afin d'obtenir une réelle prise en compte des conditions de vie au travail des personnels.

Les travaux en cours : A Balma, il y aura sûrement moins de cloisons que le nombre envisagé initialement ;

à Saint-Gaudens les plans devront être présentés aux agent-e-s et la nouvelle centrale incendie est opérationnelle ; à Rangueil attentes sur les crédits et sur les réponses apportées sur les problématiques d'accueil ; Place Occitane avec info données aux collègues sur création CGF ; Nouvelle Cité Administrative, les plans doivent être envoyés aux chefs de services pour présentation aux agent-e-s.

L'accueil Amendes à Jolimont : nous sommes revenus sur les enjeux particuliers de cette problématique qui nécessitent moyens humains et garanties de sécurité et de flux. Les acteurs de prévention ont également souligné ces enjeux, à ce stade oubliés par la Direction locale dans ses analyses « hors sols et entre soi » : en effet, la direction compte beaucoup sur un accompagnement des usagers par des services civiques, et sur un accueil à base de « flyers » où les usagers laisseraient leur numéro pour que le service les rappelle ultérieurement... Nous avons exigé un véritable accueil physique. Nous rappelons sur ce point la lettre de la Secrétaire Générale de Solidaires Finances Publiques à la Directrice Générale concernant la TTA-CAS de Toulouse : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/428-lettre-secretaire-generale-tta-cas.html>

Les fiches de signalements : nous constatons une forte augmentation des signalements, en particulier sur des situations violentes. Les problématiques d'accueil sont mises en avant tant par les organisations syndicales que par les acteurs de prévention. Nous rappelons l'importance de signaler systématiquement ces situations de tensions, de propos inadéquats tenus par qui que ce soit. Et nous invitons les personnels à nous contacter s'ils le souhaitent quand ils sont confrontés à des situations qui pourraient ou devraient conduire à un signalement :



WIFIP DGFIP à Saint-Gaudens : nous renouvelons l'importance d'une information pédagogique envers les personnels sur les effets de ce dispositif. Les acteurs de prévention soulignent la nécessaire association des agents sur les aménagements des postes. Les agents sensibles aux ondes magnétiques sont invités à se signaler auprès du médecin de prévention.

Bilan de la Campagne IR 2023 : si la Direction convient des dysfonctionnements liés à GMBI, elle évoque des « améliorations » et se montre optimiste pour la campagne à venir... Il est constaté une forte augmentation (+ 10 000 personnes par rapport à 2022) de l'accueil dans les Centres des Finances publiques et les accueils de proximité (qui représentent 10 % du total de l'accueil). Concernant le téléphone, c'est un vecteur de communication majeur avec une augmentation du nombre d'appels décrochés (+ 20 000). Ce sujet est pointé comme devant encore être amélioré. La direction souligne que la TOIP permet d'affiner les statistiques, tandis que nous sommes sceptiques sur la précision de cet outil.

Dispositif de la campagne IR 2024 : Pour rappel nous avons relayé une analyse de la note nationale : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/426-tract-campagne-ir.html>

Cette année la direction a annoncé 20 emplois civiques dans les services. Il y aura moins de renfort de la part du centre de contact national (équivalent 214 jours cette année contre 396 en 2023). Des vigiles seront disposés sur tous les sites, leurs plages de présence pouvant être étendues si besoin.

Alors que la Direction évoquait des « voltigeurs » assurant un pré-accueil dans les files d'attente devant les bâtiments, nous avons souligné les impératifs de sécurité, surtout avec un plan Vigipirate rehaussé au niveau « urgence attentat », et refusons toute intervention à l'extérieur des bâtiments, que ce soit pour les agent-e-s, les emplois civiques ou les chefs de services. Et ce, quels que soient les sites.



Alors que la Direction vante les liens avec les maisons France Service ou les maisons départementales de proximité du Conseil Départemental, nous avons insisté sur le rôle en première ligne des agent-e-s de la DGFIP. Nous sommes également revenus sur le rôle des vigiles et le nécessaire respect des pauses méridiennes ainsi que d'un horaire de fin de journée.

Concernant la saisie des déclarations, il n'y aura pas de « transferts » de déclarations entre SIP : le principe de « qui reçoit traite » est maintenu.

Concernant la fraude RICI (Réductions et Crédits d'Impôts) et la consigne de la Direction Générale d'effectuer des propositions de rectification avant taxation pendant la campagne, la Direction locale nous annonce (à l'oral !) ne pas vouloir le mettre en œuvre, mais privilégier le dispositif local de demandes de justificatifs et de modifications des déclarations.

Le « SIP de demain » : la Direction nous a présenté les pistes des GT avec une volonté de faire monter en multi compétence les agents d'accueils (sur des questions concernant les SIP, CDIF et SDE) ; améliorer les relations SIP/PCR/P sur le CSP de régularisation ; revoir le pilotage et l'organisation des services. Un point sur les groupes de travail, déjà bien avancés, sera proposé lors d'un CSA en juin : un peu tard...

Nous avons dénoncé le risque de perte de compétence « métier » des agents, à qui on va demander toujours plus de polyvalence, voire de « polyvalence des compétences » (sic).

Concernant la lutte contre la fraude nous avons avancé la nécessité de renforcer le CSP d'initiative dans les SIP, au sein de cellules CSP.

La direction locale considère qu'il est normal de redéployer les agents sur d'autres missions, étant donné que la dématérialisation et le PAS « nous ont dégagé beaucoup de temps » : nous avons rappelé que les SIP ont été ciblés par les suppressions d'emplois liées à la dématérialisation depuis longtemps.

